

Argentine: mobilisation d'organisations sociales pour le droit à la santé

17-09-2008

Dans le cadre de la Campagne contre la faim, l'inflation et pour la redistribution des richesses, la Fédération d'Organisations de base (FOB), avec le Front d'Organisations en Lutte (FOL), le MTD Anibal Veron Nouvelle Force, et le Front d'Organisations pour le Pouvoir Populaire (FOPP), nous nous sommes mobilisés au ministère de la santé, au ministère de la planification et en solidarité avec les travailleurs de l'INDEC (Insitut National des Statistiques) qui dénoncent la manipulations des statistiques de la part du gouvernement.

Nous nous sommes rendus au ministère de la Santé afin de dénoncer la situation que nous vivons au jour le jour dans nos territoires. La situation qui s'est terriblement aggravée ces derniers temps en raison de l'inflation qui accable chacune de nos familles. Comme le démontrent également les augmentation des taux de mortalité infantile (8 % en 2007) et de mortalité maternelle, la détérioration générale des conditions de vie, produit de la disparition de l'Etat comme garant des droits humains de base. Nous vivons une alarmante situation de pollution environnementale et de l'eau dans les quartiers, de manque de médicaments, de manque d'aliments, et de non accomplissement des politiques publiques en matière de santé, ce qui dégrade systématiquement nos conditions de vie. Nous défendons la Santé comme droit de l'homme, mais nous assistons quotidiennement à la disparition et à la privatisation de notre Système Public de Santé. Jour après jour, la négligence, les pratiques bureaucratiques et clientélares, représentées dans l'inefficacité du système d'accueil, dans le mauvais traitement et dans la discrimination, sont des pratiques d'exclusion de classe protégées par des lois municipales, provinciales et nationales.

Cela arrive quotidiennement. Pour vivre dans la banlieue de Buenos Aires, on ne peut pas accéder librement aux services de santé de la capitale et à ceux d'autres municipalités de la province de Buenos Aires, et dans la capitale les centres primaires de santé sont saturés pour la demande d'une population à chaque fois plus ignorée et appauvrie, en ajoutant à cela l'état d'abandon des hôpitaux publics. Nous assistons à une réalité incontournable : la privatisation de la santé publique qui est manifeste dans le paiement de bons pour une consultation médicale ou des analyses, situation présente spécialement dans les services d'odontologie et d'ophtalmologie. Il est évident que ce gouvernement, qui viole systématiquement nos droits, continue un modèle d'exclusion qui approfondit le système néolibéral des politiques publiques. Pour cette raison, nous exigeons qu'il garantisse le droit à une santé digne, avec une vraie politique sociale de santé.

Par nos actions, notre lutte et la connaissance de notre réalité quotidienne, nous exigeons que la santé soit en fonction des nécessités du peuple. Nous sommes engagés dans une Participation Active en matière de Santé et luttons pour la reconnaissance de nos expériences qui sont fondamentales dans la construction d'un Système de Santé Public et Populaire. En fonction de cela, nous avons une série d'exigences et de propositions dans l'objectif d'ouvrir un canal de dialogue et de négociation. À savoir :

- un équipement minimum (...) pour chaque organisation ;
- constituer une table interministérielle pour pouvoir donner une réponse intégrale aux problèmes de DNT, une formation de promoteurs de santé, l'amélioration des conditions socio-environnementales spécialement dans des cas critiques ;
- pouvoir ouvrir un canal de communication et de négociation directe avec la Banque Nationale de Drogues pour pouvoir garantir l'accès des compagnons aux médicaments dont ils ont besoin ou l'accès à prothèse, béquilles, lunettes et attention odontologique ; ainsi qu'une ligne d'attention spécifique pour des compagnons avec des pathologies complexes qui requièrent une chirurgie et des traitements prolongés ;
- la possibilité de réaliser des projets de formation de promoteurs dans nos organisations pour pouvoir développer des campagnes et de réaliser l'abordage de thématiques comme la Santé Sexuelle et Reproductive de la part des compagnons des mêmes organisations ;
- Livraison de préservatifs pour les organisations (50 000 par mois).

Nous affirmons que notre santé N'EST PAS un commerce, N'EST PAS une marchandise. C'est un droits de l'homme de base, et nous sommes disposés à le défendre dans la lutte. Federacion de Organizaciones de bases, Frente de Organizaciones en Lucha (FOL), Movimiento de Trabajadores Desocupados Aníbal Verón Nueva Fuerza, Frente de Organizaciones por el Poder Popular (FOPP). Septembre 2008, presse et communication Fédération d'Organisations de Base (FOB). prensafob@gmail.com <http://prensafob.blogspot.com> Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>